

tanniques en Egypte, en échange de rien de plus que des Bons du Trésor britanniques ou des soi-disants engagements de valeur plutôt politiques qu'économiques ; ce qui ne pouvait arriver qu'en raison de la position spéciale dont jouit la Grande-Bretagne en Egypte.

Ainsi, le capital investi dans l'industrie égyptienne sauta soudainement du chiffre modeste de 35 millions de livres en 1939 à 400 millions de livres en 1946. De même façon la main-d'œuvre industrielle passa soudainement de 412.000 ouvriers en 1937 à 1.250.000 ouvriers en 1946.

Comme on peut s'y attendre dans un pays essentiellement contrôlé par des intérêts capitalistes-féodaux, un tel boom dans l'industrie n'a pas été suivi d'une prospérité correspondante pour le peuple égyptien. Cela n'a provoqué qu'une inflation de la monnaie égyptienne. Les salaires ont réellement aug-

Les difficultés d'après guerre

Avec le retrait des troupes étrangères d'Egypte à la fin de la deuxième guerre mondiale, il y eut une chute alarmante de la consommation. En outre, le danger de la concurrence étrangère commença à se faire sentir rudement. Pour parer à la nouvelle situation, les industriels égyptiens ne trouvèrent que deux solutions :

- a) Augmenter la consommation locale ;
- b) Exporter.

Mais pour augmenter la consommation locale, il faut augmenter le pouvoir d'achat des Egyptiens dont le revenu moyen est estimé approximativement à 10 livres par an et par personne. Etant donné que la grande majorité des Egyptiens appartient à la classe paysanne qui meurt de faim, un tel résultat ne pourrait être obtenu que par une réforme agraire qui ne peut être accomplie qu'aux dépens des féodaux. La classe féodale d'Egypte appartenant en grande partie également à la classe capitaliste, situation anormale que l'on trouve rarement dans d'autres pays, les possibilités d'une réforme agraire sont écartées. La loi capitaliste-féodale règne absolument. La contradiction historique entre l'aristocratie terrienne et la bourgeoisie qui s'est toujours manifestée dans les « droits de l'homme » est de peu de conséquence en Egypte. Les serfs du village n'ont pas soulevé un sérieux intérêt pour leurs problèmes, alors que la main-d'œuvre des usines est opprimée inlassablement. Etant donnée la concurrence étrangère, il fut impossible

ment d'une moyenne de 100 % pour les travailleurs agricoles, de 200 % pour les travailleurs d'usine et seulement de 15 % pour les autres couches de la population, mais cette augmentation était hors de proportion avec l'augmentation du coût de la vie qui, d'après des rapports officiels, s'élevait à 400 % ; la cause de cette augmentation réside dans ce qui est parfois nommé « l'exportation invisible », c'est-à-dire la consommation de matériel par les troupes étrangères stationnées dans le pays, et généralement estimée à 159 millions par an.

L'incapacité du gouvernement égyptien de contrôler les prix rendit ce chaos encore plus chaotique. La seule classe qui en profita fut la classe capitaliste et les féodaux, pour qui travailla, par exemple, Abboud Pasha, dont le capital passa de moins de 1 million de livres avant la guerre à plus de 15 millions de livres après la guerre.

de stabiliser les salaires au niveau du temps de guerre, et les capitalistes-féodaux, ne voulant abandonner aucune part de leurs profits fabuleux, ont constamment abaissé les salaires sous le prétexte de sauver la production des marchandises.

Ainsi la seule alternative qui reste aux industriels d'Egypte est l'exportation, qui est impossible sans marchés étrangers. Etant incapables de concurrencer la production américaine, les industriels d'Egypte ont senti le besoin d'une « zone d'influence », où ils pourraient opérer avec un minimum de risques. De là ce soudain réveil du sentiment pan-arabe depuis l'éclatement de la guerre, sentiment entretenu par les impérialistes britanniques afin de créer un bloc antirusse d'Etats vassaux dans le Moyen-Orient, et ensuite l'apparition de la Ligue arabe pour coordonner l'interpénétration capitaliste avec l'intrigue politique.

La recherche des marchés étrangers fut pleinement exprimée dans le rapport soumis par Afifi Pasha à l'assemblée générale de la « Misr Textile Company », le 14 janvier 1947. Nous donnons ici un extrait du passage le plus significatif :

« Etant donné l'augmentation continue de la production des usines de textile Mahalla ainsi que d'autres usines, il est nécessaire de créer des marchés étrangers où nous puissions exporter une partie de notre production, c'est-à-dire chez nos voisins, à l'est, à l'ouest et au sud de l'Egypte. »

M. Charles Arcahe est exactement

du même avis, mais un peu plus dramatique. Il écrivait dans le numéro du 8 mars 1947 de la « Revue économique et financière d'Egypte » :

« Nous sommes liés par le devoir à partir de maintenant de penser dans les termes de marchés étrangers. Nous devons immédiatement nous mettre au travail, même si cela veut dire faire des sacrifices chez nous. Attendre jusqu'à demain pourrait être fatal. C'est là notre meilleure chance de poser un pied ferme dans les pays voisins. »

Il n'y a que des réponses tardives à la déclaration que M. Van Zeeland (le fameux expert belge invité par Sudekey Pasha à sortir l'Egypte du marasme) fit une fois, disant qu'une fédération économique doit être formée par tous les pays du Moyen-Orient, afin que l'industrie égyptienne puisse survivre.

Considérant que le capitalisme égyptien naissant ne pourra jamais concurrencer le capitalisme américain hautement développé, les industriels d'Egypte ont toujours réclamé une politique protectionniste à l'intérieur et une politique impérialiste à l'étranger. On peut citer deux exemples étonnants pour démontrer que l'industrie égyptienne n'est pas seulement jeune, mais terriblement arriérée.

1. L'industrie du sucre. — L'accord entre le gouvernement égyptien et la Compagnie du Sucre, datant de 1931, garantit à la Compagnie du Sucre une zone d'exploitation de cannes à sucre d'au moins 60.000 feddans (acres égyptiens) chaque année contre des Bons d'Etat qui s'élevaient à 1 million de livres par an, ainsi que la liberté de

fixer le prix du sucre à 22 livres la tonne (dont 7 1/2 livres sont versés en Bons d'Etat). Si cet accord n'existait pas, le consommateur égyptien aurait pu obtenir du sucre venant de Java au prix de 6 livres la tonne, le prix du transport inclus.

2. L'industrie du textile. — La loi n° 1 pour l'année 1946 interdit l'importation de coton étranger en Egypte, forçant les usines de textile à utiliser le coton égyptien pour la production de qualité inférieure ainsi que pour la production de qualité supérieure. Etant donné que le coton égyptien est essentiellement du coton d'un degré élevé, convenant seulement à la production de tissus ayant un degré élevé de coton, et étant donné qu'il y a toujours une différence de 20 % à 40 % entre le coton importé et le coton national, on comprend facilement pourquoi les textiles de coton égyptien sont si coûteux. L'industrie égyptienne du coton ne pourrait se maintenir en Egypte s'il n'existait pas d'énormes taxes douanières imposées par le gouvernement égyptien sur tous les textiles importés. Comme pour le premier cas, c'est toujours le consommateur égyptien qui doit payer la différence.

Le gouvernement égyptien peut facilement imposer aux Egyptiens la consommation de marchandises de qualité inférieure à des prix élevés en frappant d'énormes taxes les marchandises d'importation, mais il lui sera difficile de persuader ceux que Afifi Pasha appelle « nos voisins de l'est, de l'ouest et du sud de l'Egypte » de sacrifier les intérêts de leurs consommateurs nationaux, à moins que l'Egypte ne recourre à des mesures de violence et d'intimidation.

L'expansion impérialiste

Une zone d'influence reste ainsi la seule solution. Mais la Syrie, le Liban et l'Iran sont des Etats ayant une souveraineté plus ou moins établie, et même cent Afifi Pasha ne peuvent leur faire oublier que l'Amérique, par exemple, vend des marchandises meilleures et moins coûteuses que l'Egypte. La Ligue arabe, qui devait appliquer au Moyen-Orient les machinations du capitalisme égyptien naissant derrière la façade « d'une seule culture, d'une seule langue, d'une seule religion, et, s'il vous plaît, d'une seule race », est déjà en pleine décrépitude. La principale raison de sa survivance est d'entretenir les intrigues anglo-américaines contre la Russie soviétique. Le rêve de Van Zeeland d'une souveraineté économique est trop beau pour être vrai.

Ainsi, de ceux que Afifi Pasha appelle « nos voisins de l'est, de l'ouest et du sud de l'Egypte », seuls la Lybie et le Soudan demeurent comme zones d'influence possibles. La Ligue arabe n'ayant pas été capable de complaire aux desseins économiques du capitalisme égyptien, une autre organisation s'est créée, le Comité de Libération nationale pour la Lybie, ayant comme but de créer un marché pour les produits égyptiens parmi nos « voisins de l'ouest de l'Egypte ». On a déjà parlé d'un trusteeship égyptien sur la Lybie comme une récompense pour les efforts de guerre de l'Egypte. Le récent intérêt de l'Egypte dans les affaires de l'Afrique du Nord est une autre manifestation de l'impérialisme égyptien naissant. La presse égyptienne fait de